Marat a-t-il été assassiné par Charlotte Corday, ou par les historiens eux-mêmes ? Lorsque David livre son *Marat assassiné* en octobre 1793, trois mois après la mort de l'Ami du peuple, il est déjà trop tard pour espérer éliminer l'assassin de l'histoire, comme cela fut fait après l'assassinat de Le Peletier de Saint-Fargeau. L'événement, pris dans les tourbillons de la mémoire, n'est plus ressenti qu'à travers la figure de Corday. Ce sera le cas pendant plus de deux cents ans. Ballotté par des courants contraires puis rejeté par les historiens universitaires, il finira par s'échouer sur les rives incertaines du patrimoine antirépublicain. Au XXe siècle, Marat est donc mort une seconde fois, noyé sous la popularité de Charlotte Corday.

Récrire l'histoire de l'assassinat de Marat, c'est assumer de proposer une histoire non partisane mais résolument engagée d'un événement aux conséquences longtemps sous-estimées. Ce livre tente de montrer qu'on ne peut comprendre l'événement à travers ses seules causes. Si l'on veut mieux saisir son impact, il faut provisoirement accepter de déplacer le regard sur ses effets et sur la figure de Charlotte Corday. Le lecteur est ainsi invité à remonter le cours de la mémoire et à accepter de plonger, avec Corday, Marat et leurs historiens, dans le grand bain de l'histoire.

GUILLAUME MAZEAU, ancien élève de l'ENS-Lyon, est Docteur en histoire.

LA CHOSE PUBLIQUE
CHAMP VALLON

9 782876 735019

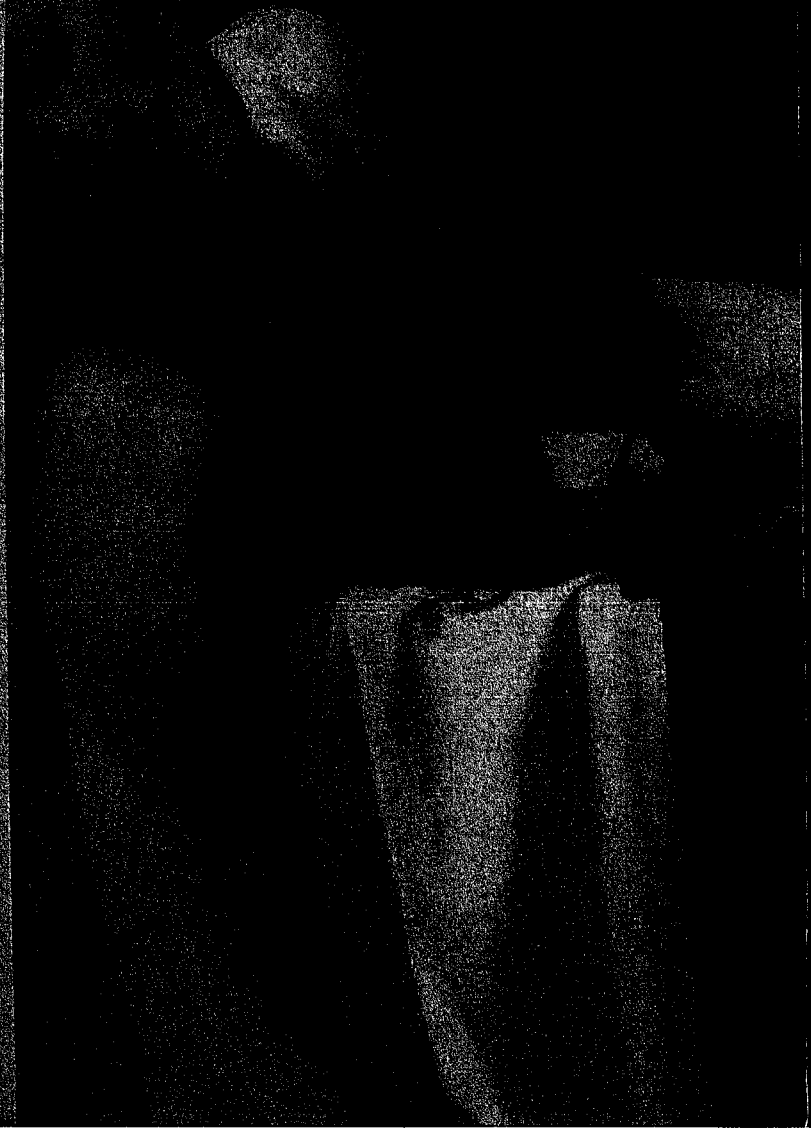
29 €
(TTC France)

LE BAIN DE L'HISTOIRE

GUILLAUME MAZEAU

CHARLOTTE CORDAY ET L'ATTENTAT CONTRE MARAT 1793-2009

Préface de Jean-Clément Martin



REMERCIEMENTS

Merci à Jean-Clément Martin, directeur de la thèse qui a inspiré ce livre. Merci à Michèle Riot-Sarcey, Dominique Kalifa, Timothy Tackett, Alain Chevalier et Jean-Pierre Jessenne, membres de mon jury de thèse, pour leur lecture et leur discussion critique. Merci à tous ceux de l'Institut d'Histoire de la Révolution française qui m'ont aidé, conseillé et parfois relu : Corinne Gomez, Jean-Luc Chappey, Pierre Serna, Clyde Plumauzille et Bernard Gainot. Merci à Anne Simonin. Merci à Alain Chevalier, directeur du Musée d'histoire de la Révolution française. Merci au personnel de la bibliothèque municipale de Versailles et particulièrement à Monsieur Roideau, à Nadine Huc, documentaliste du musée Lambinet de Versailles, à Annick Le Gall, documentaliste du Musée de la Révolution française dont je garderai la gentillesse en mémoire, ainsi qu'à Jean-Claude Martin, conservateur des Archives départementales de l'Orne. Mes collègues du lycée Béhal de Lens m'ont accompagné pendant ces sept années et m'ont souvent témoigné leur amitié. Comment les oublier ? Merci à Michel Vital le Bossé et Rémi Mallet, mes professeurs caennais. Merci à ceux qui m'ont ouvert leurs portes au cours de mes pérégrinations. À Paris : Boris Leclère-Roumier, Hugo Bevort, Hayat, Baptiste Léon et Laetitia Benbassat, Élisabeth Bernis, Caroline Jamet et Jean-François Puff, Renaud Morieux. À Arras : David Dufeu. À Lille : Florence Schweisguth, Raphaël Babinet et Marion Verrières. Enfin merci à ceux, plus proches, à qui je dois tout : Élise, Éva, Rose, Patrick, Odile, Svanhild, « Ma » Lulu, Marc et Dominique.

INTRODUCTION

Une histoire engagée

Que s'est-il passé le 13 juillet 1793 ? Les faits semblent simples : Charlotte Corday n'a-t-elle pas poignardé Marat dans sa baignoire ? Deux cents ans après, cet assassinat est toujours bien connu du grand public. Corday et Marat font partie des nombreux « produits dérivés » de l'histoire. Or curieusement, dans le grand marché du passé qui anime aujourd'hui nos sociétés, ce n'est ni l'événement politique ni Marat, mais bien Corday qui reçoit les faveurs du public. On peut s'en étonner. Par rapport à la riche carrière de l'Ami du peuple, fameux en son temps, la vie de Corday n'échappe à la banalité que dans la toute dernière semaine de son existence ! Ce renversement de notoriété laisse perplexe et pourtant, le cas est loin d'être isolé. La « Charlottomanie » est un peu à Charlotte Corday ce que la « Toinettomania » est à Marie-Antoinette : un engouement sans précédent pour les figures du passé qui émeuvent le plus, sans lien avec leur impact réel sur l'histoire[1]. Leurs opinions, leurs actes et surtout le contexte historique comptent moins que les anecdotes qui provoquent les rires ou les larmes de nos contemporains. Nos « années Marie-Antoinette » célébrées par un film de Sophia Coppola et une exposition triomphale au Grand Palais font souvent l'impasse sur la femme d'État que la reine a pourtant été, avant toute chose. Le passé vibre de plus en plus au son de la démocratie d'opinion. Il va sans dire que cette course à l'émotion se fait au prix de la réflexion et de la recherche de vérité. C'est maintenant une évidence : Marat, un des hommes majeurs de son époque, est aujourd'hui bien moins connu du grand public que son obscur assassin. Ironie des temps,

1. M. Biard, « De la "Toinettomania" au retour des écrits contre-révolutionnaires dans nos librairies », *La Quinzaine Littéraire*, janvier 2007.

c'est même Corday que l'on dépeint en victime, alors que l'on caricature encore Marat sous les traits du criminel.

Amer constat d'un jeune historien universitaire se complaisant à dénigrer les errements de la vulgaire « mémoire » pour ensuite mieux rétablir la vérité, usant ainsi d'un artifice rhétorique bien connu ? Pas exactement. Je n'ai ici aucune prétention à me poser en censeur du passé. Le statut universitaire n'implique aucun droit d'ingérence vis-à-vis des autres usagers de l'histoire. Les auteurs de fiction ont tous les droits et notamment celui de cuisiner l'histoire à toutes les sauces, puisqu'ils ne s'engagent à aucun protocole scientifique ni à aucun contrat de vérité auprès de leurs lecteurs. En fait, l'histoire n'a jamais appartenu aux historiens. Elle les a toujours débordés. En outre, comment prétendre opposer une bonne « histoire », qui serait défendue par les historiens universitaires, et une mauvaise « mémoire », dans laquelle seraient amalgamées toutes les autres représentations du passé ? Après tout, les historiens universitaires ont joué un certain rôle dans la confusion actuelle des genres. Au début du XXe siècle, ce sont eux qui se sont délibérément retirés du débat public sur le passé. Chargés d'écrire le grand roman national, ils ont gommé toutes les périodes de discorde. Comme d'autres événements, le 13 juillet 1793 a été déclaré nul et non avenu. Dépositaires patentés d'une discipline aux prétentions scientifiques, les hussards du passé ont accepté d'abandonner l'événement à la merci des pilleurs les moins scrupuleux. Au prix de nombreuses révisions, la figure de Charlotte Corday a été ainsi annexée au patrimoine antirépublicain, devenant même la chasse gardée des milieux d'extrême droite, utilisée pour justifier l'antisémitisme pendant l'Occupation... ou patronnant l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle en 1962 ! De nos jours, ce clivage perdure. À quelques exceptions près, les travaux universitaires s'intéressent peu à l'événement, et encore moins à la portée du geste de Corday[1]. Autrement dit, l'historiographie universitaire nage aujourd'hui à contre-courant des usages majoritaires du passé, littéralement fascinés par l'assassinat et par son auteur. Ce choix est dangereux. Aujourd'hui, l'université ne représente plus qu'une goutte d'eau dans le grand bain de l'histoire. Le passé ballotte de plus en plus entre les vents contraires soufflés par les principaux groupes d'intérêt, quand il n'est pas instrumentalisé, voire réglementé, par les pouvoirs politiques. Ceux qui l'inventent ne s'intéressent qu'à une histoire communautaire et utilitariste. Or de telles pratiques trouvent un impact sans précédent grâce aux médias : la télévision pèse aujourd'hui infiniment plus dans la production du passé que les ouvrages universitaires[1]. Au milieu de cette cacophonie, la voix universaliste de l'histoire républicaine est aujourd'hui presque inaudible. Les universitaires subissent non seulement le désintérêt croissant des grands médias, mais aussi la simplification des programmes scolaires ainsi qu'une augmentation du « lobbying du passé », qui compromet chaque jour la sérénité de la recherche et de son enseignement[2]. La multiplication des « lois mémorielles » depuis les années 1990, répondant le plus souvent aux demandes des victimes, a ainsi provoqué une controverse sur le rôle de l'historien universitaire. Face à la déferlante de la mémoire, doit-il tenir le cap envers et contre tout et refuser tout compromis, tant sur le choix des objets que sur les méthodes et les modes de communication, au risque de s'égarer dans un « Pot-au-Noir » du débat public ? Les universitaires doivent-ils devenir les gardiens du temple, se poser en vigiles, voire juger les usages vulgaires du passé ? Ou au contraire doivent-ils complètement s'adapter à ces derniers, quitte à céder aux sirènes médiatiques et ainsi renoncer à la prétention d'une histoire universelle ? La tentation de l'historien opportuniste prêt à satisfaire toutes les demandes, celle de l'historien caméléon, courant les médias en devenant l'expert de tous les sujets, ouvre la voie au relativisme le plus dangereux. Mais à l'opposé, la posture du sage se tenant à l'écart du monde semble condamner l'histoire universitaire à une ghettoïsation pure et simple. Le choix du rigorisme serait inquiétant pour la place de la discipline au sein d'une recherche scientifique évaluée par les pouvoirs publics d'un point de vue de plus en plus utilitariste, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite. L'intransigeance de la « communauté historienne » priverait aussi celle-ci d'un des fondements de sa mission : participer à la construction de la citoyenneté en produisant, en diffusant un savoir critique et contradictoire sur le passé. Il est possible de se situer en dehors de cette alternative. Si les historiens doivent refuser d'être des juges ou de simples experts légitimant toutes les appropriations communautaires, ils ont néanmoins quelque chose à dire sur un monde contemporain dans lequel le passé est devenu un ciment essentiel de la légitimation du pouvoir et

1. Voir notamment J.-C. Bonnet (dir.), *La Mort de Marat*, Paris, Flammarion, 1986 ; J. Guilhaumou, *La Mort de Marat*, Bruxelles, Complexe, 1989 ; O. Coquard, *Jean-Paul Marat*, Paris, Fayard, 1993.

1. Le temps est loin où E. Le Roy Ladurie pouvait tirer son travail sur Montaillou à plus de deux cent mille exemplaires.

2. En France, les récents débats sur le « rôle positif » de la colonisation dans les programmes scolaires l'ont montré. Aux États-Unis, les controverses sur le créationnisme relèvent d'un tel contexte.

des relations sociales. Comme l'a récemment dit Christophe Prochasson, les historiens ont des comptes à rendre à leurs concitoyens[1]. Réagissant à la déformation de leurs objets par le grand public ou par le pouvoir, certains d'entre eux revendiquent le droit d'être entendus.

Précisément. C'est la réhabilitation d'une figure « grand public » de Charlotte Corday encore vêtue de ses oripeaux nationalistes, xénophobes et antiparlementaires, qui oblige à ouvrir le dossier aujourd'hui. Là se trouve peut-être l'unique domaine réservé des universitaires, investis d'une mission de service public : tenir compte de la demande sociale de passé en accordant du crédit aux préoccupations contemporaines, mais en contredisant éventuellement cette demande. Réécrire le récit de l'assassinat de Marat, c'est d'une certaine façon accepter de répondre à des incertitudes actuelles sur l'utilité de l'engagement politique, de la légitimité de la violence et du sacrifice individuel. Refaire cette histoire, c'est aussi reconnaître ceux qui ont participé depuis deux cents ans à la fabrication collective de ce morceau du passé. L'image de l'historien démythificateur a vécu. Il est absolument impossible de prétendre porter un regard nouveau et dépassionné sur l'assassinat de Marat en écartant d'un revers de main ceux qui ont écrit son histoire depuis deux siècles : si l'événement est parvenu jusqu'à nous, c'est justement parce qu'il a été construit par des groupes suffisamment puissants pour imposer leur vision du monde sur celle de leurs concurrents. Pour espérer penser l'événement d'une manière vraiment nouvelle, il faut donc d'abord démonter les mécanismes de cette construction bicentenaire.

Tel est l'objet de ce livre : retrouver les sources d'un événement, en réécrire l'histoire et reconstituer ses effets depuis 1793 pour participer à un débat public. Encore faut-il bien s'entendre sur la manière. Car l'assassinat de Marat a été majoritairement perçu à travers un regard bien particulier qui a contribué à marginaliser son historiographie.

Un symbole de la cité divisée

D'épaisses zones d'ombre entourent encore les circonstances pourtant mille fois ressassées de l'assassinat de Marat. Celui-ci

1. C. Prochasson, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Paris, Demopolis, 2008, p. 209.

occupe une curieuse place dans l'histoire française : il est à la fois incontournable et très mal connu. L'éloignement temporel n'y est sans doute pour rien : dès la fin du XVIIIe siècle, le geste de Corday faisait partie des clichés les plus célèbres et pourtant les moins questionnés de l'histoire récente. Pour comprendre ce paradoxe, il faut donc remonter jusqu'en 1793, aux sources de l'événement. De leur vivant et surtout après leur mort, Marat et Corday ont fasciné l'opinion. Leurs actes mémorables et fameux dires ont ainsi vite relégué au second plan la dimension politique de l'assassinat. Après Thermidor, l'événement a repris une certaine place dans le débat politique, mais au prix d'une dénaturation. La rencontre fatale entre Corday et Marat est en effet devenue emblématique de l'histoire que l'on a tenté de construire de la Terreur, une histoire manichéenne séparant les « bons » et les « mauvais » révolutionnaires. Corday et Marat sont alors devenus les symboles d'une guerre civile qui n'osait pas encore dire son nom.

Pendant tout le XIXe siècle, l'événement n'a donc pas été pensé pour lui-même, mais à travers les légendes de Marat et de Corday, désormais devenues les symboles des clivages politiques, sociaux et moraux qui divisaient la nation française. C'est pourquoi sous la IIIe République les historiens universitaires n'ont vu dans le geste de Corday qu'un épisode de plus de cette discorde française dont ils devaient précisément être les fossoyeurs. Le 13 juillet 1793 n'a donc pas été retenu parmi les événements qui devaient servir à construire l'histoire d'une nation soudée depuis l'Antiquité. Cette dimension nationale, patrimoniale et unificatrice est longtemps restée présente dans l'historiographie universitaire. L'orientation des *Lieux de Mémoire*, dirigés par Pierre Nora, en témoigne. Bien loin d'être menée par des historiens d'État, cette histoire des emblèmes de la mémoire française a néanmoins privilégié les symboles d'unité mémorielle, là où les Allemands insistent plutôt sur les divisions et les conflits internes à la nation allemande. C'est donc à une autre forme d'histoire de la mémoire nationale que j'invite ici : contre toute attente, je me suis aperçu qu'au XIXe siècle, la figure de Charlotte Corday faisait concurrence à celles de Jeanne d'Arc et de Marianne comme effigie de la nation. Le statut actuel de Corday dans l'historiographie résulte bien d'une dé-patrimonialisation. Faire l'histoire de l'assassinat de Marat et de ses résonances, c'est donc aussi retracer l'histoire des différentes inventions possibles, et éventuellement ratées, d'un patrimoine national souvent décrit comme figé pour l'éternité.

Retour sur un attentat politique

Il faut donc revenir au politique pour comprendre l'assassinat de Marat. Pour cela, il est nécessaire de s'immerger dans le contexte très précis de l'événement : la crise de l'été 1793.

L'assassinat intervient dans un moment particulièrement crucial où l'État affaibli ne parvient à assurer ni la cohésion nationale ni la sécurité du territoire. Il faudra d'abord revenir sur le contexte de guerre européenne, dont les effets sur la désorganisation politique et la déstabilisation de l'opinion sont souvent sous-estimés. Il faudra évidemment aussi lire l'événement comme un épisode de la guerre civile, plus d'un siècle après les guerres de Religion[1]. Ainsi, comment comprendre l'assassinat de Marat sans s'interroger sur l'insurrection qui agite alors le Calvados, d'où Charlotte Corday est partie et qui abrite les principaux meneurs Girondins, récemment proscrits de la Convention nationale[2] ?

Le printemps et l'été 1793 ne se résument pas à la guerre. Ces quelques mois voient aussi un changement inédit de régime politique, qui bouleverse la place des hommes communs dans la vie de la nation. Le nouveau régime républicain, qui existe de fait depuis l'automne 1792, peine à trouver une assise institutionnelle et surtout symbolique. Il attend non seulement sa Constitution, mais aussi ses symboles, ses figures et ses nouveaux rituels. L'hypothèse de ce livre est que l'assassinat de Marat est un des événements emblématiques de cette transition entre la culture d'Ancien Régime et la politique contemporaine.

La question principale reste toutefois celle de la Terreur. L'attentat joue-t-il vraiment ce rôle fondateur qu'on lui attribue dans la radicalisation de la Révolution ? Perpétré au cœur de Paris, l'assassinat de Marat est un formidable révélateur pour comprendre les logiques de la mobilisation populaire peu avant les fameux décrets de septembre. Cet événement invite donc aussi à une histoire politique des sans-culottes en Révolution.

Il faut ici expliciter le choix des mots. La « mort de Marat » est l'expression la plus courante pour parler de l'événement. Elle ne

1. J.-C. Martin, *La Vendée et la Révolution*, Paris, Perrin, 2007, « La "guerre civile" : une notion explicative en histoire ? », p. 108-133.

2. En attendant la publication de la synthèse d'Anne de Mathan, nous renvoyons aux ouvrages de P. R. Hanson, *Provincial Politics in the French Revolution. Caen and Limoges, 1789-1794*, Lousiana State University Press, 1989, p. 29 ; *The Jacobin Republic under Fire, The Federalist Revolt in the French Revolution*, Pennsylvannia University Press, University Park, 2003.

suffit pourtant pas à l'expliquer. On peut même supposer qu'elle prolonge la propagande montagnarde en dépolitisant l'événement. Je parlerai donc ici d'« attentat », avant tout parce que le mot est aussitôt employé par beaucoup de protagonistes. Selon le *Dictionnaire de l'Académie française* (5e édition, 1798), un attentat désigne une « [e]ntreprise contre les Lois dans une occasion importante, dans une chose capitale »[1] : le 13 juillet 1793 doit prendre toute la place qui lui revient dans l'histoire politique de la période révolutionnaire.

Les effets, plus que les causes

Une des raisons pour lesquelles l'assassinat de Marat est encore souvent mal compris tient à l'échec de Charlotte Corday. Celle-ci s'est en effet justifiée par la volonté d'arrêter les violences. C'est peu dire que la suite des événements ne lui a pas donné raison ! Charlotte Corday, l'aveugle de l'histoire, la naïve, la fanatique, serait-elle donc l'antithèse de Marat, fanal de la Révolution, visionnaire, clairvoyant, seul capable d'indiquer la route en pleine tempête ? On a bien souvent fait du geste de Corday un exemple de l'immaturité des anonymes en politique et même un modèle de l'anti-politique. En poignardant Marat, Corday aurait ainsi agi à contre-courant d'une histoire que les élites patriotes s'efforçaient pourtant de construire. Mal compris pour toute une série de raisons qu'il faudra expliquer, le geste de Corday a rapidement été attribué au hasard. Cette incompréhension fait partie du mécanisme de l'événement. C'est en soi un problème d'histoire que l'on ne peut laisser sans réponse[2].

Une conception progressiste et séculière de la politique a durablement imposé l'idée que l'assassinat de Marat est resté sans grand effet. Or quels sont les faits, dans leur brutalité ? Corday tue Marat chez lui et se laisse arrêter. Elle est exécutée quatre jours plus tard, sans avoir exprimé ni peur ni regret. Les mots semblent inutiles pour expliquer une conduite en apparence aussi folle. Et pourtant, ce ne sont pas les paroles qui ont manqué à Corday pour justifier son acte. Ces arguments ne sont pas restés confidentiels : ils ont fait

1. *Dictionnaire de l'Académie française*, 5e édition, 1798. Les dictionnaires de Trévoux (1778) et de Féraud (1787-1788) proposent des définitions équivalentes.

2. R. Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, [1979], Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2000, chap. 4, « Le hasard, résidu de motivation dans l'historiographie », p. 146.

les choux gras de tous les journaux de l'époque et certains d'entre eux sont restés gravés comme des bons mots de l'histoire de France. Néanmoins, ils n'ont jamais été pris au sérieux. Sans vouloir « rendre » à Corday une habileté qu'elle n'a jamais eue, peut-on ainsi continuer de nier à cet acte toute forme de rationalité en s'abritant derrière l'exception de la folie ou du fanatisme ? Il est possible de chercher à comprendre ce geste de violence politique sans sombrer dans le psychologisme de mauvais aloi ou dans les conjectures les plus hasardeuses. En France, on lit souvent la période révolutionnaire à travers un point de vue laïque, ce qui peut conduire à l'anachronisme. À la fin du XVIIIe siècle, la religion est encore la sève de la politique. Ce qui semble évident pour l'historien des régicides de l'Ancien Régime doit donc tout autant l'être pour celui qui étudie les assassinats politiques de la Révolution française : il doit prendre en compte l'influence des croyances dans les événements politiques. L'assassinat de Marat repose bien sur une conception religieuse du pouvoir, qu'il est inutile d'analyser à travers les catégories contemporaines du calcul, de l'échec et de la réussite, inopérantes dès lors que la perception du temps n'est ni linéaire ni progressive, mais repose en partie sur la foi.

La « folie » du geste de Corday soulève aussi la question des mobilités sociales en temps de guerre civile. Et là aussi, un changement de regard s'impose sur l'attentat-suicide de Corday. Celle-ci ne cesse de se défendre d'avoir dérogé aux valeurs nobiliaires en tuant Marat. Comme l'a fait Pierre Serna pour Antonelle nous nous demanderons comment le déclassement, habituellement synonyme de chute, peut au contraire se penser comme un décalage[1]. Le déclassement ne fait pas seulement « descendre » l'individu en bas de l'échelle sociale. En décalant les individus par rapport à leur place sociale, il peut leur apporter une nouvelle forme de lucidité. Dégagés des conventions habituelles, ces individus peuvent plus librement choisir de nouvelles formes d'action. Corday est une déclassée. C'est pourquoi l'attentat ne peut être compris dans le cadre « normal » des relations sociales. Pris dans leur quotidien, les individus développent des stratégies en fonction de leur efficacité présumée : ils postulent une continuité entre leurs actes et leurs conséquences. Ce régime d'action ne correspond pas à un acte comme l'attentat contre Marat. Perpétré par un individu qui pense avoir perdu toute raison d'espérer dans les stratégies habituelles, il

1. P. Serna, *Antonelle, aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Éditions du Félin, 1997, Avant-Propos.

répond précisément à la volonté de viser un gain maximal : si les moyens sont petits, l'effet doit être immédiat et spectaculaire. L'étude de l'expérience que fait Corday de la Révolution aidera dans ce cas à préciser les raisons pour lesquelles celle-ci pense se trouver en 1793 dans une telle situation de non-retour. Ainsi, comme Timothy Tackett qui, soucieux d'éviter les clichés faisant de Robespierre, Mirabeau ou Danton des révolutionnaires depuis leur naissance, pose la question : *« [c]omment des hommes et des femmes sont-ils devenus révolutionnaires ? »*, on verra dans quelle mesure l'expérience quotidienne que fait Charlotte Corday de la Révolution la conduit à se faire un nom dans l'histoire[1].

Le point de vue de la baignoire

Comment expliquer l'événement en évitant de sombrer dans l'« illusion biographique »[2] ? Les gestes et les paroles prémonitoires qui encombrent les nombreuses biographies de Charlotte Corday sont de pures inventions. On ne trouvera jamais les causes de l'assassinat de Marat en les cherchant uniquement dans la vie de Corday. Lire la trajectoire d'un individu à partir de son geste final conduit à l'aporie. Corday n'a pris la décision d'aller tuer Marat qu'un mois avant l'assassinat ! La plupart des hagiographes de l'assassin, occupés à transformer sa vie en destin, ont soigneusement évité de s'interroger sur cette soudaineté dérangeante. Ils se sont efforcés de la dissimuler en façonnant le récit d'une vie aimantée vers sa fin. L'acte de Corday ne devrait ainsi rien au contexte historique ni au monde des hommes, mais à une vocation inspirée par ses ancêtres ou par Dieu. Alors que faire ? J'ai d'abord choisi de « normaliser » la vie de Corday. Sans faire d'elle un modèle exemplaire ni une exception absolue à la règle sociale, on peut l'utiliser comme une « empreinte », un lieu de mémoire, dans lequel se réfractent les effets puis les usages de l'événement sous toutes ses formes[3].

1. Ce que Michel Vovelle appelle la « Révolution vécue », *La Mentalité révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 195 ; voir aussi le « vécu révolutionnaire » défini par H. Burstin, *Une révolution à l'œuvre. Le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, p. 13 ; T. Tackett, *Par la volonté du peuple, Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, [1996], Paris, Albin Michel, 1997.

2. P. Bourdieu, *Raisons Pratiques*, [1986], Paris, Seuil, 1994.

3. J. W. Scott, *La Citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, [1996], Paris, Albin Michel, 1998 ; G. Lévi, « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, nov.-déc. 1989, n° 6, p. 1325-1335.

Ainsi, après avoir réalisé la collecte la plus exhaustive possible des détails (citations, références, illustrations, produits dérivés...) concernant Charlotte Corday et son acte depuis 1793, j'ai tenté d'en reconstituer la longue chaîne chronologique, dans ses plus petits détails. Cette méthode utilisée par un courant de l'histoire de l'art[1] permettra de faire feu de tout bois : la recherche pêle-mêle de toutes les résonances de l'assassinat de Marat, sans faire de tri liminaire entre les plus ou moins « nobles » ou « crédibles », permet de dépasser la fausse antinomie entre « rationnel » et « irrationnel »[2]. Elle permet aussi de montrer comment l'événement continue d'exercer un impact et poursuit son action au-delà de ses effets immédiats de 1793[3].

En amont, l'évocation du cadre familier de Corday sert à mieux comprendre les contraintes avec lesquelles celle-ci a dû habituellement composer pour agir : en d'autres termes, il s'agit de définir les « habitus » d'une fille de la petite noblesse normande de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Après avoir balisé ce territoire du quotidien, il sera plus facile de comprendre les conditions dans lesquelles Corday se distingue progressivement de la norme collective pour s'engager dans la politique. Le fil conducteur des pages consacrées à la vie de Corday n'est donc pas Corday elle-même mais la notion d'engagement[4] : comment expliquer qu'un individu anonyme, discret dans les réseaux politiques qui s'organisent en 1793 à Caen comme ailleurs, décide un jour de tout laisser pour intervenir dans l'actualité nationale et aille jusqu'à y sacrifier volontairement sa vie ? Parmi toutes les informations biographiques disponibles, je n'ai donc sélectionné que celles qui expliquent pourquoi Charlotte Corday est progressivement sortie de la vie « moyenne » d'une jeune fille de la noblesse normande, d'abord promise à une carrière religieuse puis reconvertie dans la sociabilité mondaine. Une partie du projet a donc consisté à comprendre comment Corday a résolu les incertitudes et les contradictions auxquelles elle s'est trouvée confrontée.

1. D. Arasse, *Le Détail. Pour une histoire rapprochée de la peinture*, Paris, Flammarion, 1992.

2. Sans aller jusqu'à la remise en cause de l'objectivité que l'on retrouve dans l'ouvrage dirigé par A. Boureau et D. Milo, *Alter histoire. Essais d'histoire expérimentale*, Paris, Les Belles Lettres, 1991.

3. G. Malandain, *L'Affaire Louvel, ou l'introuvable complot. Événement, enquête judiciaire et expression politique dans la France de la Restauration*, thèse de doctorat dact., Université Paris-XII, 2005, p. 33.

4. L. Thévenot, *L'Action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006 ; B. Latour, *Changer de société. Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006. M. J. Sydenham, *Leonard Bourdon. The Career of a Revolutionary. 1754-1807*, Waterloo Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 1999.

Les actions des individus viennent souvent de leurs expériences de socialisation, vécues dans des milieux différents et selon des contextes précis : Charlotte Corday doit ainsi être relue comme un « acteur pluriel », conduit à agir en fonction d'une conjonction d'éléments et non guidé par sa seule volonté. Les modèles mis en œuvre par la « sociologie pragmatique » semblent répondre efficacement aux questions de méthode[1]. Nous avons donc délibérément utilisé plusieurs notions forgées par les travaux sociologiques sur l'action et les interactions. Ce point de vue dynamique permet d'échapper à l'étude statique des catégories sociales, figées dans les rôles que leur assigne chaque époque et d'insister sur les liens entre les différents objets, plutôt que de se focaliser sur ces objets mêmes. Autrement dit, ni Marat ni Charlotte Corday, mais dans un premier temps, le contenu, réceptacle des faits : la baignoire en point de vue.

Déplier l'événement

Le récit que l'on connaît aujourd'hui de l'attentat contre Marat est un savant assemblage de deux cents ans. Il se présente un peu comme un origami, cet art du pliage de papier : derrière l'apparente simplicité de la forme extérieure se cache une technique complexe de nombreux pliages et découpages. Si l'on déplie le papier, il semble perdre toute cohérence. Mais on redécouvre alors toutes les combinaisons possibles qu'offrait la feuille initiale. Déplier l'événement, c'est un peu cela : faire éclater le récit de l'assassinat de Marat pour reconstituer la multiplicité simultanée des expériences de l'événement.

Au cœur des événements, la définition de « ce qui arrive » est autant due aux faits qu'aux représentations[2]. Écrivant eux-mêmes parfois dans des périodes de crise, les historiens soulignent de plus en plus qu'au moment précis où certains événements surgissent, ces derniers ne sont que rarement maîtrisés et compris mais d'abord vécus et subis à des rythmes différents[3]. Cette constellation des sentiments forme la « vérité » plurielle et souvent contradictoire de l'événement. Pour restituer l'impact de l'attentat en 1793, il doit

1. B. Lahire, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, p. 42. L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

2. *RHMC*, 2008, n° 1, p. 50-124, « La construction de l'événement politique » ; A. Duprat, C. Delporte, *op. cit.* ; c'était déjà la problématique du colloque d'Aix-en-Provence en 1986 : P. Joutard (dir.), *L'Événement*, Aix, PUP, 1986.

3. J.-C. Martin, *La Vendée et la Révolution*, *op. cit.*, p. 6-7.

donc être étudié à travers la diversité des expériences qu'en font les individus[1].

Les émotions aux sources de l'histoire

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les émotions sont devenues des critères obsédants de l'écriture de l'histoire. À l'heure de la démocratie d'opinion et de l'ère compassionnelle, les victimes sont devenues les nouvelles figures de l'héroïsme contemporain. Les émotions du public donnent le tempo aux décisions politiques et aux emballements médiatiques. Il devient de bon ton de s'alarmer de cette situation et les essais se multiplient pour dénoncer l'« empire » ou la « tyrannie » des émotions[2]. Pourtant, est-ce si nouveau ? Les premiers récits de l'assassinat de Marat le montrent clairement : le choc émotionnel provoqué dans les milieux populaires fait peur aux élites politiques. Il devient donc un enjeu central des combats politiques. Le XVIIIe siècle n'a-t-il pas vu l'expression des sentiments devenir une des clés de voûte des relations sociales ? L'opinion de la nation n'est-elle pas devenue une obsession croissante du pouvoir ? La culture jacobine est souvent caricaturalement critiquée comme le produit d'une pensée abstraite issue des Lumières. En réalité, elle s'inspire aussi beaucoup du sentimentalisme d'Ancien Régime. Patrice Higonnet a montré combien les émotions sont au cœur de la culture politique des jacobins : ceux-ci ne demandent pas « qu'as-tu fait lors de la mort du roi ? », mais plutôt « qu'as-tu ressenti en apprenant la nouvelle ? »[3] Sous la Révolution française, ce nouvel étalon de la modernité transforme irrémédiablement les pratiques politiques : puisque la décision repose désormais sur la capacité à convaincre au cœur de l'arène politique, les députés apprennent à devenir rhéteurs et comédiens. Pour se faire remarquer, il faut séduire ou mourir. Certains comme Marat ou Barère passent maîtres dans la capacité à émouvoir l'auditoire et à manipuler l'opinion, maniant une palette de plus en plus variée d'effets oratoires, n'hésitant pas à mettre leur corps en scène[3]. L'élargissement croissant de l'opinion fait aussi naître de

1. P. R. Hanson a mis en œuvre cette démarche dans son étude sur le « fédéralisme » : P. R. Hanson, *The Jacobin Republic under Fire, op. cit.*, chap. 6 : « Contemporary Perspectives on the Revolt », p. 165-191.
2. C. Prochasson, *op. cit.* ; N. Mamère et P. Farbiaz, *La Tyrannie de l'émotion*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2008.
3. P. Higonnet, *Goodness beyond Virtue, op. cit.*, p. 81.

nouveaux médias qui recourent au sensationnalisme. Les nouvelles élites doivent désormais tenir compte de cet essor de la participation populaire à la politique. Elles cherchent à mieux la connaître, mais aussi à la contrôler, à la manipuler et à la modeler. Dans ce cas, on peut avec Sophie Wahnich interpréter la Terreur comme une volonté de contrôler les émotions populaires et de leur trouver une traduction politique[1]. Or les militants de second rang ne sont pas systématiquement dupes des discours des élites. Ils savent lire entre les lignes du politiquement correct de la langue révolutionnaire, dont ils font à leur tour un savant usage, qu'ils s'adressent aux autorités ou aux simples citoyens. Sous la Révolution, le registre des émotions fait bien partie d'une culture politique commune. Le choc créé par l'assassinat révèle en partie les effets de l'événement.

Au cœur de la vie politique, les émotions se trouvent aussi aux sources de l'écriture de l'histoire. On n'écrit pas par hasard. Si les livres ne font pas nécessairement les révolutions, celles-ci s'accompagnent en revanche d'une intense activité d'écriture : les narrations de l'assassinat sont le fait d'individus qui se sont sentis engagés par l'événement. J'ai donc utilisé ces écrits non comme une littérature déconnectée des faits mais comme des actions à part entière, liées à l'événement. Ce choix explique pourquoi la notion d'historiographie est au cœur de ce livre.

L'histoire universitaire en crise dans une société devenue folle du passé

Ces pistes de travail ne suffisent pas pour répondre au problème principal que pose l'assassinat de Marat à la discipline historique. Comment expliquer le grand écart qui existe entre l'« histoire » et ce qu'il est d'usage d'appeler la « mémoire » de l'événement[2] ?

La distinction semble si naturelle entre les deux. N'a-t-elle pas elle-même une histoire ? En outre, ne nuit-elle pas finalement à la pratique scientifique de l'histoire en amenant les historiens à déser-

1. S. Wahnich, *La Liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, Paris, La Fabrique éditions, 2003 ; « De l'économie émotive de la Terreur », *Annales E.S.C* 57 (4), 2002.
2. Nous nous plaçons ici explicitement à la suite des travaux de Jean-Clément Martin sur la Vendée : voir notamment *La Vendée de la Mémoire, 1800-1980*, Paris, Le Seuil ; « Histoire, Mémoire et Oubli. Pour un autre régime d'historicité », *RHMC*, 47-4, oct.-nov. 2000, p. 783-804.

ter de vastes territoires du passé jugés illégitimes et où prospèrent de ce fait toutes les falsifications ?[1] Face à cette situation, beaucoup d'historiens pensent qu'il devient urgent d'améliorer la diffusion des recherches auprès du grand public, en réformant l'enseignement ou en développant la vulgarisation[2]. Quitte à rendre presque invisibles les frontières entre l'histoire et la mémoire. En France ou aux États-Unis, certains ont tellement repoussé les nouvelles frontières de l'histoire qu'ils ont finalement renié le contrat passé entre l'historien universitaire et son lecteur, fondé sur la transparence des sources et des procédés d'écriture qui seul rend possible un débat à égalité sur le passé[3].

Mais pour d'autres, il est au contraire important de réaffirmer la différence absolue entre l'histoire et la mémoire pour sauvegarder la supériorité de la première, un peu comme si la discipline avait besoin de se resserrer autour d'un tour de main professionnel qui pourrait clairement distinguer l'« historien » des « amateurs » de l'histoire[4]. Or la question de savoir si, dans les pratiques, l'histoire universitaire se distingue à ce point des autres formes d'histoire n'est que rarement étudiée[5]. C'est cette recherche empirique que je souhaite mener ici. La focalisation sur Charlotte Corday s'explique alors plus facilement. Peu d'exemples offrent en effet un décalage aussi visible entre l'« histoire » et la « mémoire » : familière à tous, cette figure reste pourtant constamment tenue en lisière de l'histoire par les universitaires. Surtout, en lisant rapidement les multiples récits de l'attentat contre Marat, on s'aperçoit que les universitaires les plus autorisés comme les polygraphes et écrivains de « second rang » ne se différencient que marginalement. En deux cents ans, de multiples inexactitudes, déformations et manipulations ont pu

1. J.-C. Martin, « La Vendée mise à mort par ses historiens mêmes ? », *art. cit.*
2. C'est la proposition du manifeste du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, adopté le 17 juin 2005 : http ://cvuh.free.fr/manifeste/.htlm. Ce débat a aussi cours aux États-Unis : D. Pace, « The Amateur in the Operating Room : History and the Scholarship of Teaching and Learning », *American Historical Review*, vol. 109, n° 4, oct. 2004.
3. Voir par exemple la controverse lancée par la biographie consacrée à Ronald Reagan par E. Morris, *Dutch : A Memoir of Ronald Reagan* New York, 1999 : K. Masur, « Edmund Morris's Dutch : Reconstructing Reagan or Deconstructing History ? », *Perspectives* 37, décembre 1999, p. 3-5. En France, l'ouvrage de l'historien universitaire F. Bluche, *Le Journal secret de Louis XIV*, Paris, éditions du Rocher, 1998, joue sur l'équivoque en prétendant révéler un manuscrit inédit, qui cache en réalité un roman historique.
4. Dans l'historiographie de la Révolution française cette position est notamment défendue par M. Biard, « Histoire du salon de peinture », *AHRF*, n° 339 [en ligne] ; « De la "Toinettomania" au retour des écrits contre-révolutionnaires dans nos librairies », *art. cit.*
5. J.-C. Martin, C. Suaud, *Le Puy du Fou, en Vendée. L'Histoire mise en scène*, Paris, L'Harmattan, 1996.

s'insinuer dans ce morceau d'histoire de la Révolution française, sans vraiment être mises en doute : d'un récit à un autre, les mêmes anecdotes et passages obligés se sont transmis avec une imperturbable homogénéité. Les uns et les autres ont partagé une confiance aveugle envers des sources pourtant sujettes à caution. C'est pourquoi l'histoire de l'événement doit s'accompagner de l'histoire matérielle des archives de l'attentat et de leurs usages. Ce double regard doit permettre de mieux comprendre la manière dont certaines légendes ont été fabriquées puis légitimées par cette lecture trop « naïve » des sources. En plus de réfléchir sur un événement et ses effets, je propose donc ici de retracer l'histoire de tous ses récits concurrents sans définir de hiérarchie *a priori* entre eux, mais sans jamais renoncer au protocole scientifique reconnu par la profession[1].

« Histoire », « historiographie » et « mémoire » : replacer l'histoire universitaire au centre de la fabrique du passé

Si l'on se fie au sens commun, l'hiatus entre l'histoire universitaire et la « mémoire » ne pose aucun problème. Il est au contraire *a priori* accepté par les universitaires, parce qu'il respecte la hiérarchie fixée au début du XXe siècle entre producteurs d'histoire et porteurs de mémoire[2]. Les premiers ne sélectionneraient les faits qu'en fonction de leur intérêt heuristique, alors que les autres répondraient avant tout à une demande sociale[3].

Les silences universitaires peuvent tout simplement signaler le caractère secondaire de l'attentat contre Marat dans la chronologie révolutionnaire. Ce postulat relève à première vue de l'évidence : le fait que les érudits se soient passionnés pour Charlotte Corday ne suffit pas à transformer celle-ci en un personnage important de la Révolution[4]. Malgré tout, cet oubli n'est pas autre chose qu'une trahison : pendant toute la fin du XVIIIe siècle, Corday est considérée

1. A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, *op. cit.* ; P. Boutry, « Assurances et errances de la raison historienne », dans Philippe Boutry, Dominique Julia (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, 1995, p. 56-68.
2. C.-O. Carbonnell, *Histoire et historiens. La mutation idéologique des historiens français*, Toulouse, Privat ; W. R. Keylor, *Academy and Community. The Foundation of the French Historical Profession*, Cambridge, Harvard University Press, 1975 ; P. Den Boer, *History as a profession : the study of history in France, 1818-1914*, Princeton (N.J.) : Princeton University Press, 1998.
3. S. L. Kaplan, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993, première et quatrième parties.
4. Les tentatives pour faire de Corday un personnage majeur de la Révolution française sont excessives et vouées à l'échec : J.-D. Bredin, *« On ne meurt qu'une fois » : Charlotte Corday*, Paris, Fayard, 2006.

comme un acteur de premier ordre[1]. Cette conviction que les historiens universitaires n'ont aucune leçon à recevoir des autres producteurs d'histoire ne va donc pas de soi. Il s'agit d'abord d'un amalgame : en rejetant tous ces derniers dans un vaste sous-genre, on ne fait souvent pas la différence entre le sérieux de ceux qui respectent un certain protocole et les approximations ou les folies des autres. D'autre part, il est souvent facile de constater combien les frontières sont poreuses entre les différentes façons de faire de l'histoire « universitaire » : quand il évoque Charlotte Corday comme « [...] la plus pure héroïne de la Révolution, celle dont la statue pourrait être substituée à celle de Danton [...] », l'universitaire d'extrême-droite Pierre Chaunu n'est-il pas plus proche des écrivains Jean de La Varende ou Pierre Drieu La Rochelle, que de ses collègues Georges Lefebvre ou Albert Soboul[2] ? Pendant le Bicentenaire, plusieurs historiens, philosophes ou sociologues avaient déjà revendiqué l'impossibilité et même le danger d'établir une si nette différence entre histoire et mémoire, Edgar Morin notant que les historiens endossaient volontiers les habits des commémorateurs, et vice-versa[3]. L'opposition entre histoire et mémoire doit être dénaturalisée.

Aujourd'hui, l'historien qui étudie la « mémoire » d'un événement (comprise comme toutes les formes du souvenir) pâtit souvent du discrédit rencontré par l'histoire des idées et des représentations. Beaucoup d'historiens de la Révolution française ont reproché à de telles démarches de donner des faits une vision désincarnée[4]. La tradition semble donner raison à cette critique : l'historiographie est encore trop souvent abordée à travers les concepts de l'histoire des idées[5] ou utilisée comme une science auxiliaire, quand elle n'est pas tout simplement considérée comme une excroissance encombrante pour connaître la supposée « réalité concrète » du passé. On la cantonne donc d'habitude au hors-texte (préfaces, introductions, conclusions, notes de bas de page), dans le but de retracer la genèse

1. Les travaux de J. Guilhaumou le montrent avec force : *La Mort de Marat*, *op. cit.* ; J.-C. Bonnet (dir.), *op. cit.* ; S. Wahnich, *La Liberté ou la mort*, *op. cit.*

2. P. Chaunu, préface à J.-F. Fayard, *La Justice révolutionnaire, chronique de la Terreur*, Paris, Robert Laffont, 1987, p. 12.

3. P. Garcia, « La Révolution momifiée », *Espace-Temps*, n° 38-39, 1988, p. 4 ; E. Morin, « L'ère des ruptures », *Espace-Temps*, n° 38-39, 1988, p. 42-43.

4. D. Mornet, *Les Origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, Armand Colin, 1933 ; M. de Certeau, *L'Invention du quotidien*, t. I, *Arts de faire*, Paris, UGE, coll 10/18, 1980.

5. A. Gérard, *La Révolution française, mythes et interprétations, 1789-1970*, Paris, Flammarion, 1970 ; François Furet, *La Révolution en débat*, Paris, Gallimard, 1999 ; O. Bétourné, A. I. Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution : deux siècles de passion française*, Paris, La Découverte, 1989.

des concepts ou de se positionner par rapport aux différentes écoles de pensée. L'historiographie peut également être utilisée pour montrer comment certains thèmes circulent d'un historien à un autre et ainsi reconstituer comment s'échafaudent des récits du passé[1].

Les histoires de la Révolution française sont saturées de jugements dont il faut bien dénouer les fils pour espérer parvenir jusqu'aux acteurs eux-mêmes. Mais si l'historiographie peut servir à retracer la généalogie rétrospective des mots par lesquels on raconte le passé, il est aussi possible de s'en servir comme support d'une véritable histoire à la fois politique, sociale et culturelle[2].

En tenant compte des travaux théoriques qui ont montré que la division entre l'« histoire » et la « mémoire » n'était pas naturelle, j'étudierai ici de la manière la plus empirique possible l'« histoire » et la « mémoire » de l'attentat contre Marat en tant que deux modes fonctionnant sur des registres différents, mais non hiérarchisés de production du passé[3]. L'écriture de l'histoire ne sera dans ces pages pas seulement définie comme une discipline intellectuelle, mais comme une partie des pratiques sociales enracinées dans l'événement de la mort de Marat. Et si l'on accepte de considérer le souvenir du passé comme un ensemble de pratiques et de représentations, ce souvenir ne peut-il être considéré comme une prolongation du passé lui-même ? L'histoire de l'« historiographie » ou de la « mémoire » pourrait donc aussi, plus simplement, être celle de l'impact de l'attentat jusqu'à nos jours. Au lieu d'employer ce terme péjoratif de « mémoire », nous parlerons donc plus volontiers des « effets » et des « résonances » du passé, qui expriment mieux l'idée d'une histoire continue entre le passé d'un événement, son avènement et son futur. Même si beaucoup de nos sources postérieures à 1793 sont imprimées, on ne se contentera pas d'analyser l'attentat contre Marat comme un motif littéraire ou artistique, qui ne donne-

1. Voir notamment G. Lefebvre, *La Grande Peur de 1788*, [1932], Paris, Armand Colin, 1988 ; E. Roudinesco, *Théroigne de Méricourt, une femme mélancolique sous la Révolution*, Paris, Seuil, 1989 ; S. Luzzatto, *Mémoire de la Terreur : vieux Montagnards et jeunes républicains au XIXe siècle*, Lyon, PUL, 1991 ; Ian Germani, *Jean-Paul Marat, Hero and anti-hero of the French Revolution*, *op. cit.* ; M. Cottret, *La Bastille à prendre : histoire et mythe de la forteresse royale*, Paris, PUF, 1986 ; M. Biard, *Collot d'Herbois, Légendes Noires et Révolution*, *op. cit.* Pour les publications liées aux commémorations de la Révolution, nous renvoyons à la bibliographie faite par Patrick Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution française : pratiques sociales d'une commémoration*, Paris, CNRS, 2000, p. 339-344.

2. C'est tout l'intérêt de la méthode développée depuis longtemps par Jacques Guilhaumou, dont la « mort de Marat » constitue un des fils d'Ariane.

3. P. H. Hutton, *History as an Art of Memory*, University Press of New England, Hanover and London, 1993 ; R. Martin, « The essential difference between history and science », *History and Theory*, vol. 36, n° 1, (Feb. 1997), p. 1-14.

rait une indication que sur les seules images de Marat et Corday. L'objectif est avant tout d'analyser les milieux politiques et sociaux dans lesquels l'attentat continue d'exercer un impact. C'est l'histoire longue de l'événement.

Pour déceler les résonances de l'attentat, il a fallu privilégier la réception des œuvres artistiques et littéraires, à la création : aux XIXe et XXe siècles, quel était le public touché par le récit de l'assassinat de Marat ? Je me suis focalisé sur les débats qui se sont formés autour de quelques pièces de théâtre et de tableaux célèbres. Dans les années 1840, la critique devient le lieu des stratégies sociales et des débats politiques[1]. La littérature et notamment le roman sont investis du rôle de décrire, mais aussi de comprendre une société désorientée par les reclassements liés à l'industrialisation. Ce point de vue se réduirait à une simple analyse des usages du passé au sein des élites sociales. Mais en tant qu'événement encore mal expliqué, l'attentat contre Marat participe aussi au XIXe siècle d'une culture plus populaire interrogeant les risques et aléas de la nouvelle société industrielle à travers les crimes et les faits divers.

Retour aux sources

Les récits de l'assassinat de Marat ne se fondent la plupart du temps que sur un corpus restreint, tiré du procès Corday. Je me suis au contraire plongé dans une collecte de toutes les sources qui pouvaient ne serait-ce qu'effleurer l'événement. Cette démarche, proche de la « stratégie de l'araignée » proposée par Antoine de Baecque, ne compense pas l'absence d'hypothèse de départ[2]. C'est un choix méthodologique : seule une telle collection pouvait permettre de reconsidérer la place de ce qui passe d'habitude pour des détails insignifiants[3].

Le récit qui suit a donc été construit à partir d'une mosaïque de sources : les archives primaires bien sûr, mais aussi les libelles, les journaux, les romans, les pièces de théâtre, les Mémoires, les images, les ouvrages universitaires et les essais d'érudits, enfin même les objets historiés. Ces documents n'ont entre eux aucune équivalence, mais chacun a une utilité propre. Refuser d'étudier des

1. Nous nous inspirerons sur ce point de l'approche de J. Lyon-Caen, *La Lecture et la vie. Les usages du roman au temps de Balzac*, Paris, Tallandier, 2006.
2. *Le Corps de l'Histoire, métaphores et politique (1770-1800)*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p. 33.
3. C'est aussi la démarche de H. Burstin, *Une révolution à l'œuvre*, *op. cit.*, p. 10-12.

sources de « seconde main », au prétexte que celles-ci donnent plus d'informations sur les images du passé que sur les faits, c'est méconnaître leur capacité à transmettre des renseignements que les archives primaires ne peuvent parfois donner.

Balises

Sept chapitres suivront le fil de l'histoire de l'assassinat de Marat en trois temps : l'événement, ses sources, puis ses effets et résonances les plus lointaines.

Les trois premiers chapitres analysent l'événement et ses conséquences immédiates pendant l'été 1793. Dans le quatrième chapitre, sans prétendre reconstituer aucun « itinéraire » individuel cohérent, on pourra se focaliser sur les diverses conjonctions qui ont poussé Corday à s'émanciper de son cadre quotidien pour devenir une actrice de l'histoire nationale. Les trois derniers chapitres portent sur les effets puis les résonances de l'événement de 1793 jusqu'à nos jours. En même temps qu'il suivra pas à pas le destin posthume de l'événement, le lecteur verra donc se construire des modèles concurrents de production du passé qui tentent tous de surnager dans le grand bain de l'histoire.